



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Atelier Traduction automatique CEF.AT

Les données traduites disponibles sur Légifrance

11 mai 2016

Secrétariat Général du Gouvernement, France

Nadia AMELLAH-CHIKH, Stéphane COTTIN

www.legifrance.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

<https://www.legifrance.gouv.fr/Traductions>

The screenshot shows the Legifrance website interface. The browser address bar displays <https://www.legifrance.gouv.fr>. The navigation menu includes 'Accueil', 'Droit français', 'Droit européen', 'Droit international', and 'Traductions', with 'Traductions' highlighted by a red box. The main content area is divided into sections: 'Droit français' (Lois et règlements, Jurisprudence, Conventions collectives), 'Droit européen' (Traité européens, Journal officiel de l'Union européenne, Transposition des directives, Jurisprudence européenne), and 'Droit international' (Traité internationaux, Jurisprudence internationale). A sidebar on the left contains 'Sites juridiques' and 'Traductions du droit français', with the latter also highlighted by a red box. The sidebar lists translation options: ar - العربية, de - Deutsch, en - English, es - Español castellano, it - Italiano, and zh - 中文. The footer contains links for 'À propos de l'ordre juridique français', 'Licences', and 'Quoi de neuf sur le site?'. The system tray at the bottom shows the date and time as 13:18 on 10/05/2016.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Les données traduites disponibles sur Légifrance, le portail du service public de la diffusion du droit sur l'internet

- Un objectif : favoriser la diffusion du droit national vers les pays étrangers
- Les données disponibles
- Les données des organisations internationales
- Les évolutions en cours (ELI, ECLI...)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

FAVORISER LA DIFFUSION DU DROIT NATIONAL VERS LES PAYS ÉTRANGERS



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

En 1999, à la demande du Gouvernement français, un groupe de travail composé des responsables du Secrétariat du Gouvernement (SGG), du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires Etrangères et de Juriscope a été chargé de mettre en place un programme de traduction du droit français pour favoriser la diffusion du droit national vers les pays étrangers.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Ce groupe de travail a arrêté une liste de textes à traduire (11 codes et 2 grandes lois) ainsi que le nombre de langues de destination (anglais et espagnol). La maîtrise d'œuvre de cette campagne de traduction a été confiée à Juriscope, unité mixte du CNRS et de l'université de Poitiers spécialisée dans la traduction du droit.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Sur proposition du Secrétaire général du Gouvernement, le Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative (COEPIA) a chargé en mai 2010 un groupe de travail de formuler des propositions quant à la manière de relancer le programme de traduction du droit français qui avait permis la mise en ligne sur le site Légifrance, de 2000 à 2006, de versions anglaises et espagnoles de codes et lois français.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Le rapport formulait un ensemble de propositions opérationnelles basé sur les expériences des membres du groupe et les avis recueillis par eux auprès de différents intervenants susceptibles de trouver intérêt à la perspective d'une relance du programme.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Depuis le 6 avril 2012, une rubrique « Traductions du droit français » est ouverte en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol et italien.

Fichier Edition Affichage Historique Marque-pages Outils ?

Liste des comptes rendus i... x Traductions / Accueil | Légi... x +

https://www.legifrance.gouv.fr/Traductions

Recherche simple EZP prod EZP qualif B.D.L_qualif B.D.L_qualif HUDOC Search Intranet SGG

Accueil DL EZP prod EZP qualif B.D.L_qualif B.D.L_qualif

Accueil Droit français Droit européen Droit international Traductions Bases de données

Vous êtes dans : Accueil > Traductions

Traductions

Mention d'avertissement

Attention ! Les traductions du droit français consultables sur le site Légifrance sont dépourvues de valeur légale : elles ont une simple portée informative. Seule la version française des textes parassant au *Journal officiel* de la République française fait foi.

- ▶ Second Gouvernement Valls
- ▶ Liste des traductions Légifrance
- ▶ Catalogue des traductions
- ▶ العربية - عربي
- ▶ deutsch - Deutsch
- ▶ english - English
- ▶ español - Español, castellano
- ▶ italiano - Italiano
- ▶ 中文 - 中文

- ▶ À propos de l'ordre juridique français

Voir aussi :

- ▶ Sites juridiques

Traductions du droit français, contenu et mise à jour

Légifrance est le service public français de la diffusion du droit par internet. Il donne accès en langue française aux lois et décrets publiés au Journal officiel, aux principaux éléments de la jurisprudence des cours et tribunaux, aux conventions collectives du monde du travail, ainsi qu'aux normes émises par les institutions européennes et aux traités et accords internationaux liant la France.

A titre documentaire, Légifrance propose en outre des sélections de liens utiles (assemblées parlementaires, juridictions, autorités administratives indépendantes ...).

La rubrique « Traductions du droit français » revêt un caractère exclusivement documentaire. Les textes qui y sont accessibles sont dépourvus de valeur légale. Trois types de contenus y sont librement consultables :

- ▶ des traductions spécialement réalisées en vue de leur diffusion sur Légifrance dites « Traductions Légifrance »
- ▶ des traductions accessibles sur d'autres sites institutionnels français,
- ▶ d'autres traductions, référencées en accord avec leurs auteurs.

Dans la mesure du possible, chaque traduction est présentée en regard de la version correspondante du texte français. Le cas échéant, il est précisé si le texte traduit a fait ultérieurement l'objet de modifications non encore traduites.

[Liste en allemand, anglais, espagnol, français, italien et portugais des fonctions et entités du Gouvernement Valls](#)

[Liste des textes traduits pour le site Légifrance](#)

[Catalogue des traductions](#)

[ترجمات القانون الفرنسي](#)

[Übersetzungen französischer Rechtsvorschriften, Inhalt und Aktualisierung der Rubrik](#)

[Translations of French legal texts, Contents and updating](#)

[Traducciones del Derecho francés, contenido y actualización de la página](#)

[Traduzioni relative al diritto francese, contenuto e aggiornamento della rubrica](#)

中文

À propos de l'ordre juridique français Licences Quoi de neuf sur le site ?

18:49 10/05/2016



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Elle intègre des traductions de codes en anglais et espagnol diffusées en 2005-2006 et les traductions récentes du code monétaire et financier, du code civil et du code de commerce établies par le centre de traduction des ministères économiques et financiers d'une part, et par Juriscope, d'autre part, avec le précieux concours du ministère des affaires étrangères et de la Fondation pour le droit continental.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

LES DONNÉES DISPONIBLES



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

La rubrique revêt un caractère exclusivement documentaire ; les textes qui y sont accessibles sont dépourvus de valeur légale.

Dans la mesure du possible, chaque traduction est présentée en regard de la version correspondante du texte français.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

La rubrique est constituée de 3 sous-ensembles :

- les traductions livrées au Secrétariat général du Gouvernement en vue de leur diffusion sur Légifrance dites "Traductions Légifrance",
- les traductions référencées sur des sites institutionnels et
- celles provenant d'autres sites.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Les « traductions Légifrance »
comprennent :

- 10 codes et 3 textes législatifs traduits en anglais,
- 9 codes et une loi traduits en espagnol,
- 2 textes législatifs traduits en allemand,
- 1 loi organique traduite en arabe.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Elles représentent un volume de 1 800 000 mots traduits vers 4 langues : EN, ES, DE, AR avec une prépondérance des deux premières en raison du choix initial de traduction vers l'anglais et l'espagnol.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Ces traductions constituent des données publiques.
Le rapport de 2010 concluait à la nécessité de ne pas fermer la voie à leur éventuelle réutilisation contre rémunération pour contribuer au financement de nouvelles traductions.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Les traductions référencées
proviennent essentiellement de sites
institutionnels.

Leur contenu est varié mais instable :
textes normatifs, jurisprudence, pages
multilingues et outils terminologiques.
Elles concernent davantage de
langues.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Les bases de jurisprudence européennes présentent l'intérêt d'utiliser un identifiant unique des décisions dans les Etats membres de l'Union européenne.

Dès lors, que cet identifiant est connu, il est possible d'en rechercher la traduction sur d'autres sites.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

LES DONNÉES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

A noter si le choix a été fait de privilégier les traductions de textes normatifs français à l'exception des accords internationaux, l'identification et la collecte de ressources linguistiques ne saurait ignorer les ressources diffusées par les organisations internationales.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Pour cette raison, certaines bases de données figurent au catalogue des traductions : Normlex et EPlex de l'Organisation internationale du travail (OIT), Termpost de l'Union postale universelle ...



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Cette ordonnance transpose en droit français deux directives européennes du 26 février 2014 relatives aux marchés publics dites "secteurs classiques" et "secteurs spéciaux", les directives 2014/24/UE et 2014/25/UE.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Le second alinéa du considérant 98 de la directive 2014/24/UE est le suivant : « Les conditions d'exécution du marché pourraient également viser à (...) assurer le respect pour **l'essentiel des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT)**, ainsi qu'à recruter davantage de personnes défavorisées que ne l'exige la législation nationale. ».



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

Les conventions fondamentales de l'OIT sont disponibles en 8 langues : FR, EN, ES, AR, DE, PT, RU, ZH sur NORMLEX, le système d'information de l'OIT sur les normes internationales du travail ainsi que sur les législations nationales du travail et de la sécurité sociale.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports

La loi transpose 4 directives européennes dont la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2003 concernant les comptes rendus d'événements dans l'aviation civile. Si cette directive n'est plus en vigueur, elle n'en constitue pas moins un exemple.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports

Le considérant 15 de la directive 2003/42/CE souligne qu'il « convient d'assurer la cohérence avec les exigences en matière de comptes rendus techniques élaborées par les experts nationaux au sein d'Eurocontrol et des JAA. La liste des événements à signaler devrait tenir compte des travaux de ces deux organisations européennes. Il y a lieu de tenir également compte des développements dans le cadre de l'OACI. ».



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

L'exemple de la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports

L'organisation de l'aviation civile internationale est régie par la convention conclue à Chicago le 7 décembre 1944. La huitième édition (2000) de la convention diffusée sur le site de l'organisation est disponible en 4 langues : EN, FR, ES, RU sur <http://www.icao.int/publications/Pages/doc7300.aspx>.



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

EVOLUTIONS EN COURS
ELI = LEGISLATION
ECLI = JURISPRUDENCE



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Normalisation des identifiants des ressources et sémantisation des données

- Depuis novembre 2014, les textes généraux publiés au *Journal officiel* de la République française sont accompagnés, dans leur version initiale, d'un numéro ELI ou identifiant européen de la législation : cet identifiant prévoit l'identification de la langue du texte.
- A partir de juillet 2015, les textes présentent aussi une version RDFa
- Sources : <http://www.eli.fr/fr/> ;
<https://www.legifrance.gouv.fr/Informations/Quoi-de-neuf>



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

ECLI

- Depuis le 9 mars 2013, les décisions de la Cour de cassation et du Conseil constitutionnel sont accompagnées d'un numéro ECLI (identifiant européen de la jurisprudence ou European Case Law Identifier) à l'instar de ce qui a été réalisé en juillet 2012 pour les décisions du Conseil d'État.



Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

BO-ECLI.

Projet Building On Ecli

- Normalisation de l'identifiant européen de jurisprudence (ECLI), intégrant la version multilingue dans ses métadonnées
- Exemple : [https://e-justice.europa.eu/ecli/**ECLI:FR:CESSR:2015:386296.20151109**](https://e-justice.europa.eu/ecli/ECLI:FR:CESSR:2015:386296.20151109)
- Sources : Portail E-Justice Europa https://e-justice.europa.eu/content_european_case_law_identifier_ecli-175-fr.do et site dédié <http://bo-ecli.eu/>



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

SECRETARIAT
GÉNÉRAL DU
GOUVERNEMENT

Conclusion

Quelques mots de conclusion

- Des questions ?...
- Merci de votre attention.